



Faire de la santé mentale et du bien-être pour tous une priorité pour le Niger

Un appel à investissements dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la Santé mentale de 2022

Santé mentale dans le monde

La santé mentale fait partie intégrante de notre santé et de notre bien-être en général et constitue un droit humain fondamental. À l'échelle mondiale, les problèmes de santé mentale sont très répandus. Selon les données de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), environ une personne sur huit dans le monde vit avec un trouble mental (OMS, 2022a). Les troubles mentaux sont la principale cause d'incapacité, entraînant 1 année sur 6 vécues avec une incapacité (OMS, 2022a). Les personnes atteintes de troubles mentaux graves meurent en moyenne 10 à 20 ans plus tôt que la population générale, principalement en raison de maladies physiques évitables. Des circonstances défavorables, notamment la pauvreté, inégalités sociales et économiques, urgences de santé publique, guerres et crise climatique, font partie des menaces structurelles mondiales pour la santé mentale, entraînant un risque plus élevé de souffrance de problèmes de santé mentale. La pandémie de la COVID-19 a également créé une crise mondiale pour la santé mentale, alimentant des stress à court et à long terme et sapant la santé mentale de millions de personnes. Les statistiques montrent qu'au cours de la première année de la pandémie de la COVID-19, la prévalence mondiale de l'anxiété et de la dépression a augmenté de 25 %, en grande partie en raison de la solitude, de la peur de l'infection, de la souffrance et de la mort pour soi et pour ses proches, du chagrin après le deuil et des soucis financiers (OMS, 2022b).

Les conséquences économiques des problèmes de santé mentale sont énormes ; les pertes de productivité et autres coûts indirects pour la société dépassent souvent de loin les coûts des soins de santé. Bien qu'ils soient omniprésents et coûteux, les systèmes de santé mentale du monde entier sont marqués par des lacunes et des déséquilibres majeurs en matière d'information et de recherche, de gouvernance, de ressources et de services. Selon l'OMS, globalement, les pays consacrent en moyenne moins de 2 % de leurs budgets de soins de

santé à la santé mentale ; environ la moitié de la population mondiale vit dans des pays où il n'y a qu'un seul psychiatre pour servir 200 000 personnes ou plus (OMS, 2022a). En outre, la disponibilité de médicaments psychotropes essentiels abordables est limitée, en particulier dans les pays à faible revenu. La mauvaise qualité des services, les faibles niveaux de littératie en santé mentale, ainsi que la stigmatisation et la discrimination sont tous facteurs qui empêchent les gens de chercher l'aide pour des problèmes de santé mentale.

Contexte humanitaire du Niger

Le Niger est un pays sahélien et l'un des pays les plus grands de l'Afrique de l'Ouest. Il est doté d'une population très jeune, avec plus de 50 % de la population ayant moins de 15 ans (INS, 2020). En dépit des progrès réalisés dans le développement économique et social au cours des dernières décennies, le Niger demeure l'un des pays les plus pauvres du monde en termes de produit intérieur brut par habitant et se classe au bas de l'indice de développement humain (189/191 en 2021).

La situation sécuritaire du Niger reste précaire et volatile, marquée par une recrudescence des incursions et attaques des groupes armés non étatiques (GANE) dans la bande frontalière avec le Nigeria (régions de Diffa et Maradi) d'une part, et d'autre part dans les régions de Tillabéri et Tahoua (zone frontière avec le Mali et le Burkina Faso). Les exactions des GANE pendant les multiples attaques et incursions se sont soldées par des incidents de protection, notamment des assassinats, agressions physiques et violences psychologiques sur les victimes. En 2021, les attaques des GANE se sont multipliées qui ont eu pour conséquence l'accroissement du nombre des populations déplacées dans le pays, y compris les déplacés internes et les réfugiés de la Nigéria, Mali et Burkina Faso (OCHA, 2022).

En raison de sa position géographique de carrefour entre l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, le Niger est un point de passage de prédilection pour les migrants qui transitent par le Niger pour gagner l'Afrique du Nord ou

l'Europe. Ces migrants, nigériens ou non nigériens, empruntent principalement des routes irrégulières, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux abus et aux risques au cours de leur voyage. La promiscuité lors des mouvements de populations a entraîné des cas de viols avec comme conséquences des risques d'exposition aux infections sexuellement transmissibles y compris le VIH/SIDA, et aux grossesses non désirées.

Cette insécurité est d'autant plus aggravée par des catastrophes naturelles cycliques, en particulier les inondations qui font des morts et des blessés, la perte de biens et la destruction de l'infrastructure, des déplacements non volontaires et des maladies transmissibles ainsi que les sécheresses qui résultent à une réduction de récoltes entraînant une crise alimentaire et nutritionnelle. Le pays fait face aussi à des épidémies récurrentes notamment de choléra, de méningite, de rougeole, de paludisme, de fièvre jaune et de polio dans le contexte actuel de la pandémie de la COVID-19.

Bien souvent, lors des conflits et des situations humanitaires prolongées, les systèmes de socialisation et les réseaux sociaux qui apportent un soutien et servent à entretenir le bien-être se désintègrent. L'absence de cohésion familiale et communautaire, d'identité partagée et de relations d'entraide qui s'en suit peut entraîner des problèmes de santé mentale et des troubles liés au stress, particulièrement chez les jeunes qui représentent plus de 50% de la population du Niger.

Santé mentale au Niger

Au Niger, selon les chiffres disponibles, entre 2017-2021, 74 357 cas de troubles mentaux, neurologique et ceux liés à la consommation de substances psychoactives ont été diagnostiqués, avec 277 décès. Ces chiffres sont loin de traduire toute l'ampleur de la situation, dans la mesure où la question des maladies mentales relève le plus souvent du tabou ou est souvent assimilée à de la sorcellerie par les communautés. Les personnes concernées et leurs proches préfèrent garder le silence par peur du jugement et du regard de la société.

Selon une étude réalisée par l'OMS en 2019, la prévalence des troubles mentaux augmente dans les situations de crise humanitaire : environ 5 % des personnes ayant connu la guerre ou une autre situation de conflit il y a 10 ans ou moins développent des troubles mentaux graves notamment de schizophrénie, de trouble bipolaire et formes sévères de dépression,

d'anxiété et de troubles de stress post-traumatique ; 17 % des troubles légers ou modérés (Charlson et al., 2019). L'étude montre aussi que dans les zones de conflit, la dépression et l'anxiété augmentent avec l'âge et que la dépression est plus courante chez la femme que chez l'homme. Ceci est conforme aux données recueillies dans le cadre des interventions humanitaires en matière de santé mentale au Niger, qui montrent que le syndrome post traumatique est le plus fréquemment signalé, suivi par l'épilepsie, la dépression et le psychose (COOPI, 2021).

Dans un contexte de sécurité volatile, les populations ont un accès limité aux opportunités économiques et aux services de base, et ne peuvent subvenir à leurs besoins prioritaires, ce qui pourrait devenir une source de stress, de fatigue, et fragiliser leur état de santé mentale. De fait, les résultats d'une enquête réalisée dans la zone du Bassin du Lac Tchad reflètent un niveau de bien-être assez faible dans les zones d'intervention dans, où 66 % des répondants disent être en état de détresse psychologique subjective (ACF, CARE et URD, 2021).

Les troubles liés à la consommation de substances psychoactives ont également contribué de manière substantielle au fardeau des troubles du système nerveux central dans les régions en crise, les problèmes qui y sont liés ayant peut-être été exacerbés par la crise. En effet, selon une étude réalisée dans la région d'Agadez sur 223 jeunes consommateurs ou anciens consommateurs de drogues dont 95% étaient de sexe masculin et 80% avaient moins de 30 ans, parmi les principales causes de consommation de drogues sont l'influence du milieu qui occupe 40 % des cas et les problèmes d'isolement social qui représente 20 % des cas (COOPI, 2021). Cela relève l'importance de la provision de services de soutien psychosocial aux personnes en détresse.

Par contre, au Niger, l'accès à des soins de santé mentale de bonne qualité et financièrement abordables reste toujours problématique. En matière de santé mentale, le Niger est en considérable retard par rapport aux normes de l'OMS, avec 4 psychiatres dans la capitale Niamey et un nombre très limité d'infirmiers spécialisés et des psychologues dans le pays contre 160 psychiatres et 95 fois plus d'infirmiers spécialisés dont le pays devrait disposer pour pouvoir répondre aux normes de l'OMS (sur la base des chiffres disponibles de 2015).

Au Niger, comme dans la plupart du monde, la santé mentale est l'un des domaines les plus négligés de la santé publique. La gouvernance de la santé mentale est marquée par une désuétude de législation ainsi que son inadéquation avec le contexte socioculturel local. Selon le Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires, Sociales, le pays, à travers une stratégie d'intégration des soins de santé mentale dans les soins généraux de santé, a atteint une couverture de 32 sur 72 districts sanitaires dotés de la capacité de la détection et prise en charge des cas de santé mentale. Il existe une structure gouvernementale pour la gestion de la santé mentale qui est le Programme national de la santé mentale (PNSM) qui compte un coordinateur national et 7 coordinateurs régionaux, bien que seulement deux districts pilotes disposent d'un coordinateur de santé mentale (Agadez et Diffa), ce qui pose des limites aux tentatives d'intégration de la santé mentale dans le système de santé publique dans toutes les régions. D'ailleurs, l'université de Niamey dispose aussi d'un programme en psychologie facilitant la mobilisation des ressources humaines dans le domaine.

Malgré les stratégies et structures qui existent, les agents de soins de santé primaires sont peu impliqués dans la santé mentale et soutien psychosocial en raison d'un manque de formation de suivi après la formation de base initiale en santé mentale. Néanmoins, la quasi-totalité des agents de santé formés se limitent à orienter les patients avec problèmes de santé mentale vers un centre de référence tertiaire.

En outre, la disponibilité des médicaments psychotropes reste également faible. Les produits arrivent difficilement dans les structures et sont souvent en rupture de stock. Cela peut expliquer l'existence d'un marché parallèle de médicaments psychotropes, tel que le tramadol, facilement trouvable sur les marchés locaux à petits prix.

Pour répondre à ces défis, le Niger a profité de l'appui de multiples partenaires techniques et financiers qui ont contribué à la prévention, promotion et la prise en charge des cas de santé mentale et au soutien psychosocial à travers de différents projets et activités. Par exemple, à travers le financement des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, de la Suisse, de la Belgique, de la France et d'autres bailleurs, l'UNHCR et l'OIM appuient à la prise en charge des cas de santé mentale des réfugiés et de migrants ; l'ONU Femme, l'UNICEF et l'UNFPA donnent un soutien de protection

aux femmes et enfants qui ont subi des violences basées sur le genre (VBG) et d'abus ; de différentes ONG fournissent une assistance psychosociale de base pour les migrants, réfugiés et déplacés et des interventions d'urgence en cas de VBG, ainsi que des formations pour le personnel médical et la sensibilisation pour les populations. De multiples associations locales sont aussi activement impliquées dans la sensibilisation, formation et référence des cas de santé mentale.

Une bonne santé mentale se traduit par une bonne santé physique et ce nouveau rapport présente des arguments convaincants en faveur du changement. Les liens inextricables entre la santé mentale et la santé publique, les droits de l'homme et le développement socio-économique signifient que la transformation des politiques et des pratiques en matière de santé mentale peut apporter des avantages réels et substantiels aux individus, aux communautés et aux pays du monde entier. L'investissement dans la santé mentale est un investissement dans une meilleure vie et un meilleur avenir pour tous .

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus
Directeur général, OMS

Depuis ces dernières années, en collaboration avec ses partenaires, le Niger a mis un accent de plus en plus fort sur la santé mentale et le soutien psychosocial. Néanmoins, beaucoup reste à faire dans ce domaine, surtout en termes de renforcement des capacités des agents de santé et des relais communautaires en détection des troubles mentaux et références des cas vers les services spécialisés ; fourniture de médicaments au niveau des hôpitaux et des centres de santé ; appui en ressources humaines pour améliorer la qualité de la prise en charge ; services de soins en santé mentale aux migrants, réfugiés, déplacés et populations locales à travers les cliniques mobiles ; et intégration de la santé mentale et soutien psychosocial dans les plans communaux de développement, entre autres.

Un investissement et partenariat renforcé sur la santé mentale

L'OMS, dans son rapport mondial de 2022 sur la santé mentale a fait le plaidoyer pour une augmentation d'investissement et de ressources pour trois raisons principales. D'abord, investir dans la santé mentale pour tous fait progresser la santé publique. Elle peut réduire considérablement la souffrance et améliorer la santé, la qualité de vie, le fonctionnement et l'espérance de vie des personnes souffrant de troubles mentaux. Ensuite, il est nécessaire pour mettre fin aux violations des droits humains, car les personnes souffrant de troubles mentaux sont souvent exclues de la vie communautaire et privées de leurs droits fondamentaux. Enfin, investir dans la santé mentale peut permettre le développement social et économique, car les personnes en bonne santé mentale et vivant dans des environnements favorables peuvent apprendre et bien travailler et contribuer à leurs communautés, au profit de tous (OMS, 2022a).

L'OMS a également plaidé auprès des décideurs et partenaires pour mettre un accent sur quatre domaines d'actions pour améliorer la santé mentale : 1) la gouvernance et le leadership ; 2) le financement ; 3) la sensibilisation du public ; 4) les capacités d'offre de soins de santé mentale. Les actions doivent être prises par tous les niveaux du gouvernement et de la société avec une approche basée sur les droits de l'homme, centrée sur la personne, et axée sur la promotion, prévention et le rétablissement (OMS, 2022a).

Pour toutes ces raisons majeures, il est nécessaire que **les pouvoirs publics et les partenaires financiers rehaussent leurs investissements dans la santé mentale et soutien psychosocial.**

Il est nécessaire de redoubler les efforts de prévention, d'information, de sensibilisation, de renforcement de capacités des acteurs de terrain, de surveillance, d'accompagnement et d'assistance psychosociale aux malades et autres populations vulnérables.

Dr Idi Illiassou Mainassara
ministre de la Santé Publique, de la Population et
des Affaires Sociales du Niger

Quant au Niger, le gouvernement à travers le programme national, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, notamment le système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les institutions de recherche, s'engage à prendre en compte la santé mentale dans ses différentes politiques, plans et stratégies, et de mettre en place des programmes et projets pour s'attaquant aux causes les plus profondes des problèmes de santé mental du pays. C'est dans ce cadre et en réponse aux multiples défis dans ce domaine que le Niger, sous la coordination de l'OMS, se propose de développer la présente note conceptuelle destinée à mobiliser des partenariats et ressources nécessaires pour la mise en œuvre d'un programme de soutien en tant que première étape, sur une période de 15 mois (octobre 2022 – décembre 2023).

Cette note conceptuelle entend donc attirer l'attention des parties prenantes en général et des partenaires techniques et financiers en particulier sur la nécessité de la priorisation du renforcement de la réponse en santé mentale et soutien psychosocial. Cette priorisation de la santé mentale n'est envisageable au Niger qu'avec un engagement de l'Etat et des partenaires à inscrire les questions de santé mentale comme une priorité dans leurs agendas respectifs et de s'engager à mobiliser un financement conséquent pour des actions en faveur de la santé mentale et soutien psychosocial.

Le budget indicatif global pour octobre 2022 – décembre 2023 s'élève à 1 240 000 USD au total, tenant en compte de l'analyse des gaps basée sur la contribution des partenaires au cours de la période.

Cette note conceptuelle a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités du programme national de la santé mentale en faisant de la santé mentale et du bien-être une priorité pour tous au Niger. Plus spécifiquement, elle vise à accompagner le pays dans :

- i) La collecte et analyse des données désagrégées concernant la prévalence, causes et besoins en santé mentale et soutien psychosocial ;
- ii) L'adoption des lois et textes législatifs pour la promotion de la santé mentale et du bien-être ;
- iii) L'amélioration de la disponibilité des intrants de prise en charge des troubles mentaux dans les formations sanitaires ;
- iv) La sensibilisation pour la prévention et promotion de la santé mentale et du bien-être social ;

v) La revue du programme santé mentale et élaborer un nouveau plan stratégique ; et

vi) Le renforcement de capacité de coordination et de suivi du programme de santé mentale.

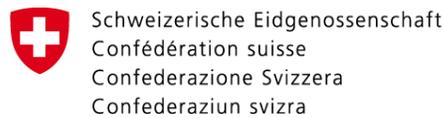
Domaines d'action et activités prévues pour améliorer la santé mentale, octobre 2022 – décembre 2023

Domaines	Activités	Délais	Budgets indicatifs (USD)
Gouvernance et le leadership	Enquête nationale sur la prévalence et des besoins en santé mentale et soutien psychosocial	Novembre 2022 – février 2023	50 000
	Revue du programme et formulation d'un plan stratégique quinquennal	Février – juillet 2023	50 000
	Formulation et adoption d'une législation en santé mentale	Octobre 2023	10 000
	Coordination et suivi/évaluation du plan	Chaque trimestre	25 000
Prise en charge et soutien psychosocial	Achats et mise en place des intrants de santé mentale	Janvier – juin 2023	1 000 000
	Renforcement de capacités d'offre de soins de qualité et d'impliquer les communautés dans sa propre prise en charge de son bien-être. Et la prise en compte des enfants souffrants des troubles mentaux dans les établissements scolaires	En continue	
	Renforcement des réseaux de soutien psychosocial à travers des interventions à base communautaire	Novembre 2022 – décembre 2023	
Prévention et promotion de la santé mentale et du bien-être	Développement et mise en œuvre d'un plan de communication de risques et engagement communautaire (CREC)		100 000
	Mobilisation des ressources		5 000
TOTAL			1 240 000

Liste de partenaires techniques et financiers pour le Niger en matière de santé mentale



Financé par
l'Union européenne
Aide humanitaire





Références

ACF, CARE et URD. (2021). RESILAC : Evaluation itérative avec mini-séminaire #3.

ACF, CARE et URD. (2022). RESILAC : Rapport de capitalisation sur la mise en œuvre des activités de soutien psychosocial.

AFD et UE (2020). Etude régionale – Bassin du lac Tchad : Santé mentale et insertion socioéconomique des jeunes dans le bassin du lac Tchad.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) (2022). Humanitarian Response Plan.

Charlson, F. et al. (2019). New WHO prevalence estimates of mental disorders in conflict settings: a systematic review and meta-analysis. *Lancet* 2019; 394: 240–48. Elsevier Ltd.

Institut national de la statistique (INS). Niger Population : projection 2012-2035.

Organisation mondiale de la Santé. (2022a). World Mental Health Report: Transforming Mental Health for All. Geneva: World Health Organization; 2022. Licence: CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

Organisation mondiale de la Santé. (2022b) COVID-19 pandemic triggers 25% increase in prevalence of anxiety and depression worldwide. March 2, 2022.

CONTACT :

Dr Yahaya Abou
Coordonnateur
Programme national de la santé mentale, Niger
abou.yahaya12@gmail.com

Dr Fatima ABOUBAKAR
Point focal, Santé mentale
OMS Niger
aboubakar@who.int